

Unité départementale du Val-d'Oise
5 avenue de la Palette
95300 Pontoise

Pontoise, le 10 juin 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



SOFINADE (ex LE DANTEC)

19, rue du fer à Cheval
95200 SARCELLES

Références : 2022/0455/BM

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/05/2022 dans l'établissement SOFINADE (ex LE DANTEC) implanté 19, rue du fer à Cheval 95200 SARCELLES. L'inspection a été annoncée le 26/04/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection fait suite à la mise en demeure prise le 5 octobre 2021. L'inspection a pour but de vérifier le respect de cet arrêté de mise en demeure par l'exploitant.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOFINADE (ex LE DANTEC)
- 19, rue du fer à Cheval 95200 SARCELLES
- Code AIOT dans GUN : 0006506135
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La société Sofinade, implantée depuis 1976 sur le site de Sarcelles, est spécialisée dans le traitement de pièces métalliques en acier, laiton et aluminium à des fins décoratives, notamment pour l'industrie du luxe.

Pour ses activités de production, elle exploite :

- un atelier de serrurerie,
- un atelier de polissage,
- un atelier de vernissage,
- un atelier de traitement de surfaces dont le volume des bains autorisé s'élève à 45 m³.

Les installations relèvent du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

Le fonctionnement du site est encadré par un arrêté préfectoral d'autorisation, daté du 28 juillet 2003, complété par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 29 décembre 2010 et du 30 janvier 2015, et par les arrêtés ministériels de référence pour les établissements soumis à autorisation au titre de la rubrique 3260 (en date du 30 juin 2006) et soumis à enregistrement au titre des rubriques 2564 ou 2565 (en date du 9 avril 2019).

L'effectif sur site est composé d'environ 20 salariés.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action nationale 2022 incendie dans les traitements de surfaces
- Suites de la mise en demeure du 29 octobre 2021

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Stockage de produits dangereux	AP Complémentaire du 29/12/2010, article 15.4 et 17	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Suites de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 5 octobre 2021	AP de Mise en Demeure du 05/10/2021, article 1	/	Sans objet
Désenfumage – présence de DEFNC	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II	/	Sans objet
Désenfumage – Dimensionnement des DEFNC	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II	/	Sans objet
Installations électriques – mises à la terre	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5	/	Sans objet
Installations électriques – chauffage des bains	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6-I	/	Sans objet
Moyens de lutte incendie – moyens	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10	/	Sans objet
Moyens de lutte incendie – entretien	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10	/	Sans objet
Confinement des eaux incendie – dimensionnement	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9	/	Sans objet
Confinement des eaux incendie – organes de commande	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant effectue régulièrement les différents contrôles périodiques réglementaires de ses installations afin d'assurer la sécurité de celles-ci. Certaines observations, notamment dans le rapport électrique, sont récurrentes et pourraient être soldées par la mise en place d'une méthode de suivi dans le temps plus fine de ces remarques.

Les conditions de stockages des produits dangereux nécessitent d'être révisées, notamment en augmentant le nombre de rétentions sur site, afin de respecter la réglementation applicable au site.

2-4) Fiches de constats

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 05/10/2021, article 1
Thème(s) : Autre, Suites mise en demeure
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 1er : Conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, la société SOFINADE est, pour l'exploitation de son installation sise au 19-21 rue du Fer à cheval à SARCELLES, mise en demeure de respecter sous 15 jours à compter de la date de notification du présent arrêté :</p> <ul style="list-style-type: none">• les dispositions de l'article 32 de l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2010 relatif au contrôle des circuits d'élimination des déchets dangereux et transport en éliminant les déchets perchlorés présents sur site. <p>Sous un délai de 3 mois à compter de la date de notification du présent arrêté, la société SOFINADE est mise en demeure de respecter :</p> <ul style="list-style-type: none">• les articles 1er, 2.1 , 6.1 et 9 des prescriptions techniques en justifiant de l'état et du contenu exhaustif de ses stocks et en mettant à jour le cas échéant, le classement de ses installations• l'article 17 des prescriptions techniques<ul style="list-style-type: none">- en tenant à jour un état indiquant la nature et la quantité de produits dangereux détenus ;• en annexant à son état des stock, un plan de stockage, régulièrement tenu à jour, des produits présents sur site <p>Sous un délai de 6 mois à compter de la date de notification du présent arrêté, la société SOFINADE est mise en demeure de respecter l'article 17 des prescriptions techniques, en stockant les produits cyanurés dans un local pourvu d'un système de ventilation naturelle ou forcée donnant sur l'extérieur ;</p> <p>Constats : En amont de l'inspection, l'exploitant a transmis par courriel du 18/05/2022 le bordereau d'élimination des deux fûts de déchets perchlorés, enlevés par la société TRIADIS en date du 13/07/21.</p> <p>Le plan des stockages a été transmis par courriel le 18/05/2022 et la cohérence de celui-ci a été vérifiée sur site. De même, l'état des stocks, par zone de stockage a été fourni. Pour les cyanures et les sels, l'inspection a pu constater que les stocks étaient affichés à l'entrée des pièces de stockage.</p> <p>Les cyanures à l'état solide sont stockés au RDC dans un local fermé à clé et ventilé, sur étagère. L'inspection a vérifié, par sondage au cours de la visite, la cohérence de l'état des stocks fourni pour le stockage de produits cyanurés.</p> <p>Le site bénéficie du droit de l'antériorité pour la rubrique 3260. Ce bénéfice a été acté par la lettre préfectorale du 17 décembre 2013.</p> <p>De plus, l'exploitant a présenté à l'inspection son activité de serrurerie sur-mesure qu'il effectue dans un second bâtiment. Cette activité pourrait être susceptible d'être classée au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>L'ensemble des non-conformités ayant mené à la mise en demeure sont donc soldées.</p> <p>Observations : Le positionnement de l'exploitant par rapport à son activité de serrurerie vis-à-vis de la rubrique 2560 « traitement mécanique des métaux et alliages » de la nomenclature des installations classées est attendu par l'inspection.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> <p>Proposition de suites : Sans objet</p>

Nom du point de contrôle : Désenfumage – présence de DEFNC

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II
Thème(s) : Actions nationales 2022, Dispositions constructives
Prescription contrôlée : Les bâtiments abritant l'installation sont équipés en partie haute de dispositifs conformes à la réglementation en vigueur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Ces dispositifs doivent être adaptés aux risques particuliers de l'installation.
Constats : En amont de l'inspection, l'exploitant a fourni par courriel le rapport de la société IDEA, pour un contrôle du système de désenfumage daté du 05/01/22. Ce rapport fait état d'un vérin pneumatique hors service. L'exploitant indique que le remplacement du vérin est prévu lors du prochain contrôle annuel avec la société de contrôle. Il justifie ce délai par le fait que le vérin se bloque en position ouverte, ce qui contraint à le refermer manuellement. Mais l'ouverture, et donc l'évacuation des fumées en cas d'incendie n'est pas remise en cause. L'exploitant a transmis par mail le 20/05/2022 un document de la société ayant réalisé le contrôle du système de désenfumage justifiant que le défaut du vérin ne gêne en aucun cas l'ouverture du système de désenfumage en cas d'incendie. Il limite uniquement la fermeture de cet ouvrant. Le remplacement de ce vérin est prévu lors de la prochaine visite de contrôle de l'installation en 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Désenfumage – Dimensionnement des DEFNC

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II
Thème(s) : Actions nationales 2022, Dispositions constructives
Prescription contrôlée : Ces dispositifs doivent être à commande automatique et manuelle. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.
Constats : L'inspection a pu constater la présence de la commande manuelle près de l'entrée des locaux. L'exploitant a expliqué qu'un déclenchement automatique de l'ouverture du système de désenfumage était également possible pour son installation en cas d'incendie.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Installations électriques – mises à la terre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Installations électriques
Prescription contrôlée : Toutes les parties de l'installation susceptibles d'emmagasiner des charges électriques (éléments de construction, appareillage, réservoirs, cuves, canalisations...) sont reliées à une prise de terre conformément aux normes existantes.
Constats : L'exploitant a transmis en amont de l'inspection le rapport des installations électriques, effectué le 24/01/2022 par la société Bureau Veritas. Si les observations formulées ne sont pas de nature à mettre en péril la sécurité des installations, l'inspection constate que de nombreuses observations datent de plusieurs années et n'ont pas été traitées. Par ailleurs, les rapports mentionnent une vérification partielle des installations. L'exploitant a justifié par courriel du 23/05/2022 que le caractère incomplet de la vérification est lié au fait que le technicien n'a pas eu accès à l'ensemble des locaux. En effet, la porte de l'espace de stockage non visité était verrouillée et le technicien n'a pas demandé la clé à l'exploitant. L'exploitant indique que cette espace de stockage ne contient pas d'armoire électrique. L'inspection a constaté que les raccords à la terre dans l'armoire électrique étaient en bon état. Ce point fait l'objet de contrôles annuels par la société Bureau Veritas. Aucun défaut concernant la mise à la terre n'a été relevé dans les derniers rapports fournis par l'exploitant en amont de l'inspection.
Observations : L'exploitant doit être attentif à ce que la totalité des locaux soient accessibles lors des vérifications périodiques afin d'éviter que la vérification soit partielle. De plus, la mise en place d'un système de suivi des observations majeures et récurrentes serait bénéfique pour la résorption de ces remarques afin d'assurer au mieux la sécurité de l'installation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Installations électriques – chauffage des bains

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6-I
Thème(s) : Actions nationales 2022, Installations électriques
Prescription contrôlée : Art -6 - I Les systèmes de chauffage des cuves sont équipés de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage.
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection le système de mise en sécurité en cas de niveau bas des bains. Ce système fonctionne avec un flotteur mécanique qui génère un arrêt de l'installation électrique lorsque le niveau du bain diminue de plus de 20 cm par rapport à la hauteur maximale d'environ un mètre contenu dans le bain. L'exploitant a expliqué que les mouvements verticaux de ce flotteur en fonction du volume peuvent être gênés par la recristallisation d'éléments du bain sur celui-ci. Il indique que le bon fonctionnement de ce dispositif est testé régulièrement lors des mises à niveau des bains (soit environ 2 à 3 fois par semaine).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte incendie – moyens et entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10
Thème(s) : Actions nationales 2022, Moyens de lutte
Prescription contrôlée : L'installation doit être équipée de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, conçus et installés conformément aux normes en vigueur, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger. Ces moyens sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an par un organisme compétent.
Constats : En amont de l'inspection, l'exploitant avait transmis le rapport de contrôle des extincteurs par la société CHUBB France en janvier 2022. Sur place, l'inspection a constaté par échantillonnage la présence des extincteurs et la notification de leur dernier contrôle. L'inspection a pu constater la présence de détecteurs de fumées dans le bâtiment équipé des baignoires de traitement de surface. Les moyens de détection lancent bien l'alerte des secours. Cela a d'ailleurs été le cas récemment avec une détection dans la nuit environ 3 semaines avant l'inspection. Le SDIS s'est présenté sur place ainsi que le directeur de l'établissement. Le site ne dispose pas de poteaux incendie privés. Les poteaux utilisés par le SDIS en cas d'accident sont sur la voie publique. L'entretien de ces poteaux n'est pas de la responsabilité de l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Confinement des eaux incendie – dimensionnement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9
Thème(s) : Actions nationales 2022, Confinement des eaux incendie
Prescription contrôlée : L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. En tout état de cause, l'installation comportant des stockages de substances ou préparation très toxiques quantité supérieure à 20 tonnes, ou toxiques en quantité supérieure à 100 tonnes est équipée d'un bassin de confinement ou de tout autre dispositif équivalent. Le volume de ce bassin est déterminé au vu de l'étude de dangers. En l'absence d'éléments justificatifs, une valeur forfaitaire au moins égale à 5 m ³ par tonne de produits visés au deuxième alinéa ci-dessus et susceptibles d'être stockés dans un même emplacement est retenue.
Constats : Le sous-sol de l'installation contenant la station de traitement des eaux fait office de bassin de confinement des eaux d'incendie. La rétention est dimensionnée conformément au dossier. Les eaux d'extinction provenant des baignoires au RDC s'écoulent par gravité dans ce bassin.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Confinement des eaux incendie – organes de commande

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9
Thème(s) : Actions nationales 2022, Confinement des eaux incendie
Prescription contrôlée : Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.
Constats : Le site peut être isolé du réseau d'assainissement public par une vanne d'isolement situé à l'entrée de celui-ci. L'exploitant a présenté lors de la visite le dispositif de sectionnement des évacuations d'eaux. Le bon fonctionnement du dispositif avec une clé pour fermer une vanne manuelle a été vérifié. La consigne d'utilisation de cette clé, indiquant l'emplacement du dispositif d'obturation n'est pas affiché. Elle doit être affichée pour permettre une intervention rapide, notamment des secours, en cas de déversement de produits.
Observations : L'inspection a constaté que le directeur du site M. Blaise maîtrise les procédures en cas d'incident. Néanmoins, il est nécessaire qu'un affichage de ces procédures d'intervention soit mis en place, pour les personnes peu familières du site ou non initiées à la pratique (service de secours, employés du site, etc.).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Stockage de produits dangereux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/12/2010, article 15.4 et 17
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions de stockage
Prescription contrôlée : Article 15.4 – Stockages de produits dangereux Le stockage et la manipulation de produits réactifs, dangereux ou polluants, solides ou liquides sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération de fuites éventuelles. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. Article 17 – Stockage des produits dangereux [...] Les réserves de cyanures, de trioxyde de chrome et autres substances toxiques sont entreposées à l'abri de l'humidité. Le local contenant des produits cyanurés ne doit pas renfermer de solutions acides Les locaux doivent être pourvus de fermeture de sûreté et d'un système de ventilation naturelle ou forcée donnant sur l'extérieur.
Constats : L'inspection a constaté lors de la visite que le stockage des cyanures solides se fait dans un local fermé et ventilé au RDC. Ce stockage est situé sur une aire étanche mais qui ne permet pas la récupération de fuites éventuelles. Il a également été constaté que des déchets à évacuer n'étaient pas positionnés sur des rétentions. L'exploitant indique qu'il est dans une situation exceptionnelle avec un bain qui a été récemment vidé car son contenu a été contaminé. L'exploitant a expliqué à l'inspection que la vidange complète d'un bain de traitement de surface restait exceptionnelle et survenait tous les deux ans environ. Les capacités de rétention des produits sur site (déchets et contenu des bains) sont donc insuffisantes. L'exploitant précise que ces fûts plastiques contenant des déchets vont être enlevés d'ici une semaine par une société spécialisée. En sous-sol, l'exploitant stocke des produits dangereux liquides sur rétentions. Par ailleurs, plusieurs bacs de rétentions sont sous-dimensionnés pour retenir 50 % du volume total de produits dangereux qui sont entreposés sur celles-ci. L'inspection a constaté que les produits incompatibles (cyanurés et acides) sont stockés dans le même local sur des rétentions mobiles différentes et espacées. De plus, l'étiquetage de certains des produits stockés n'est pas clairement lisible et peut entraîner des confusions entre les différents produits. Non-conformité n°1 : L'ensemble des produits dangereux (liquides ou solides) stockés ou manipulés sur site doivent se trouver sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles conformément à l'article 15.4 susvisé. L'exploitant doit prévoir des volumes de rétention supplémentaires afin de pouvoir stocker temporairement ses volumes de déchets liquides sur rétention, et stocker avec des capacités de rétention suffisantes ses produits dangereux en sous-sol. Non-conformité n°2 : Conformément à l'article 17 de l'arrêté préfectoral complémentaire susvisé, le local contenant des produits cyanurés ne doit pas renfermer de solutions acides.

Observations : Afin de limiter le risque à la source d'un mélange incompatible entre des produits cyanurés et des solutions acides dans la rétention en cas d'incendie, il conviendrait que l'exploitant déplace son stockage de produits cyanurés liquides dans le local de stockage des composés cyanurés solides au RDC.

Il conviendrait que l'exploitant renouvelle les étiquettes abîmées de ces bidons de produits stockés afin qu'elles restent lisibles et ainsi éviter une erreur de manipulation.

De plus, une réorganisation du stockage permettrait de limiter le nombre de bidons stockés par rétention et ainsi de satisfaire aux exigences de l'article 15.4 susvisé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale